



## FAITS SAILLANTS DE LA RÉUNION DU CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

### Mars 2018

Notre Conseil exécutif national s'est réuni du 20 au 22 mars 2018 à Ottawa. Voici les faits saillants de ses délibérations et décisions.

#### *In memoriam*

Le Conseil exécutif national (CEN) a observé une minute de silence à la mémoire des membres décédés de notre famille du SCFP : Myra Ross, section locale 1505; Kim Watson, section locale 2073; Janelle MacPherson, section locale 4422; Dan Donelle, section locale 2544; Mark Raney, section locale 2544; Larry Payne, section locale 2544; Rob Gelinias, section locale 122; David Stott, section locale 1022; Cathy MacDougall, section locale 5050; Elizabeth Wroblewski, section locale 6364; Brenda Wilson, section locale 6364; Jena Buma, section locale 6364; Gayle Morazuk, section locale 6364; Ron Ramnauth, section locale 6364; James Baragar, section locale 1000; Rob Blyskosz, section locale 4400; Debra Ann Gogan, section locale 963; George Williams, membre du personnel à la retraite; Marilyn Griffith, membre du personnel à la retraite; Joe Denofreo, membre du personnel à la retraite.

#### **Groupe de travail sur la gouvernance**

Conformément à la résolution 36 adoptée à notre congrès national de 2017, le CEN a approuvé la composition du Groupe de travail sur la gouvernance ainsi que la portée générale de son mandat. Le Groupe mènera des consultations auprès des sections locales, conseils et divisions du SCFP dans le but d'étudier la gouvernance et la structure de notre syndicat et de proposer des recommandations.

#### **Budget fédéral**

L'économiste du SCFP Toby Sanger a présenté au CEN un aperçu du budget fédéral de 2018.

Après deux années d'inaction, des sommes importantes (5 milliards de dollars sur cinq ans) sont prévues pour améliorer les conditions de vie des peuples autochtones, dont 1,4 milliard de dollars sur cinq ans pour permettre aux services à l'enfance et à la famille des Premières Nations de se conformer à la décision du Tribunal canadien des droits de la personne.

En 2004, un groupe de travail avait recommandé l'adoption d'une loi proactive sur l'équité salariale. Quatorze ans plus tard, le budget contient un engagement à cet égard. Malheureusement, aucun financement n'est consacré à la mise en œuvre de l'équité salariale.

Parmi les autres éléments favorisant l'égalité des genres, on inclut un congé pour le deuxième parent et des mesures pour mettre fin à la violence contre les femmes – dont une modification au *Code canadien du travail* pour offrir cinq jours de congé payés aux survivantes de violence familiale.

Pour un budget qui devait miser sur l'égalité, il est décevant de constater qu'il n'y a presque aucun nouvel appui aux services de garde – d'autant plus qu'il a été clairement démontré qu'un accès à des services de qualité et à coût abordable est essentiel à l'atteinte de l'égalité économique des femmes.

Depuis des années, le SCFP demande la création d'un programme universel d'assurance-médicaments et le gouvernement libéral avait signalé son intention d'aller dans ce sens. Mais nos attentes ont été déçues – le budget ne crée qu'un conseil pour consulter et « amorcer un dialogue national », sans échéancier ni financement.

### **Soutien aux grèves**

Le 21 mars, les membres du Conseil exécutif national se sont joints à la ligne de piquetage des membres de la section locale 2424 à l'Université Carleton. Plus de 850 travailleuses et travailleurs des services administratifs, techniques et de bibliothèque de l'Université sont en grève depuis le 6 mars pour protéger leur régime de retraite.

### **Technologie de l'information**

Le Conseil a étudié le rapport annuel sur la technologie de l'information du SCFP. D'importantes améliorations ont été apportées pour moderniser notre technologie, comme la consolidation des fichiers électroniques et un usage accru de l'infonuagique, l'ajout de nouveaux modules à notre système de relations-membres pour mieux outiller notre personnel sur le terrain, ainsi qu'une formation pour tirer le maximum de ces technologies.

### **Rapport sur l'immobilisation**

Le CEN a reçu le rapport annuel des immobilisations du SCFP. Nous avons 67 bureaux au Canada, dont 17 nous appartiennent, 9 sont en location-achat et 40 sont loués. Le rapport rendait compte de diverses initiatives, dont le recours à un conseiller juridique spécialisé en affaires immobilières, un nouveau plan national de conception et de plans et l'association avec un entrepreneur national pour assurer la cohérence des salaires et conditions de travail, ainsi que l'entretien préventif de nos propriétés.

En 2017, nous avons entrepris d'importantes activités de construction, dont le nouveau bureau régional de la C.-B. Nous avons aussi amorcé plusieurs nouveaux projets locatifs pour nos bureaux d'Abbotsford, Kenora, Winnipeg, Bathurst et Barrie.

### **Soutien financier**

Le Conseil exécutif national a approuvé 20 demandes de campagnes à frais partagés totalisant 1 494 681,88 \$ et 8 demandes de soutien juridique totalisant 233 000 \$.